

Le Péronisme comme alliance des classes

Jorge NIOSI

Volume 6, numéro 2, novembre 1974

Domination et sous-développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

NIOSI, J. (1974). Le Péronisme comme alliance des classes. *Sociologie et sociétés*, 6(2), 145–166. <https://doi.org/10.7202/001533ar>

Résumé de l'article

L'article décrit la formation et l'organisation du mouvement péroniste en tant qu'alliance de classes à partir de 1943. Les moyens pour aboutir à cette alliance ont été la gestation d'une CGT unifiée en 1944, la structuration de la CGE (une centrale patronale dirigée par les capitalistes nationaux) et la mise sur pied d'une politique économique qui favorisait à la fois la classe ouvrière industrielle et les entrepreneurs nationaux. Cette politique de redistribution de revenus ne put être appliquée que dans les conditions favorables de l'immédiat après-guerre. À partir de 1950 elle devint génératrice d'inflation et provoqua l'arrêt des investissements dans l'agriculture et l'élevage, principaux fournisseurs de devises. À compter du coup d'État de septembre 1955, le péronisme fut mis hors la loi et la grande bourgeoisie foncière et étrangère reprit le contrôle de l'État. L'échec de sa politique d'attrait des capitaux privés de l'extérieur et de repression au moyen de gouvernements militaires permit le retour du péronisme. La composition de classe du péronisme en 1973 était la même qu'en 1945 mais la conjoncture interne et mondiale avaient changé. L'article explique finalement les conditions de l'éclatement actuel du mouvement justicialiste.

Le Péronisme comme alliance de classes ¹



JORGE NIOSI

Le but de ce travail est de présenter une interprétation différente des conceptions traditionnelles du péronisme, en termes de « fascisme ² » ou de « bonapartisme ³ ». Notre interprétation n'est pas contradictoire avec celle de F. Weffort ⁴, qui le définit comme « populisme », mais elle met l'accent sur *le contenu social* du mouvement en le définissant comme une alliance de classe, tandis que Weffort fonde son interprétation dans l'idéologie du mouvement.

Nous allons d'abord rappeler les principaux traits économiques et politiques de l'Argentine à la veille du coup d'État nationaliste de 1943, qui fut le prélude du gouvernement péroniste de 1946-1955. Dans une deuxième partie, on exposera le matériel empirique principal qui permet d'interpréter le péronisme comme une alliance de classes entre le prolétariat industriel et les entrepreneurs nationaux, alliance où l'armée de terre joue le rôle d'organisateur et d'idéologue. Dans une

1. Ce texte fut présenté avec peu de modifications au Congrès annuel de l'Association canadienne d'études latino-américaines, en juin 1972.

2. Cf. G. Germani, *Politica y Sociedad en una Epoca de Transicion*, Buenos Aires, 1962.

3. Cf. M. Pena, plusieurs articles dans la revue *Fichas de Investigacion Economica y Social*, Buenos Aires, 1964 & 1966.

troisième partie nous analyserons la politique économique et sociale du péronisme dans la perspective de notre cadre d'analyse, mettant en relief la mobilisation politique de la classe travailleuse et la tentative ratée de développer un capitalisme autonome en Argentine. Finalement nous examinerons le comportement du péronisme après son renversement en 1955, et dans la récupération actuelle du pouvoir à partir de mai 1973.

L'ARGENTINE DE 1943

Quelles étaient les principales caractéristiques économiques et politiques du pays à l'époque du coup d'État militaire nationaliste de juin 1943 ?

Sur le plan économique l'industrie manufacturière devançait déjà l'agriculture et l'élevage dans sa contribution au Produit national brut : cette année-là l'industrie manufacturière apportait 22% du P.I.B. à coût des facteurs, tandis que l'agriculture et l'élevage en ajoutaient seulement 21%. Le pays présentait une structure industrielle assez développée où prédominait l'industrie légère qui produisait pour le marché interne. L'industrie manufacturière, qui avait expérimenté une lente croissance depuis 1870, entravée par la politique libre-échangiste du pays, se développa rapidement depuis 1933, conséquence de la protection indirecte de la crise mondiale et de la 2^e Guerre mondiale.

Toutefois, l'agriculture et l'élevage continuaient à être un secteur stratégique de l'économie nationale. En effet, l'Argentine a toujours été, et elle l'est encore, un exportateur de viande, de sous-produits d'élevage et de grains ; ces produits représentaient en 1943, 93% de la valeur des ventes à l'extérieur. Pendant les trois lustres qui ont suivi la crise mondiale de 1930, les prix et les quantités exportées ont connu des chutes significatives, ce qui conditionna (parallèlement aux paiements de la dette externe) une forte diminution de la capacité d'importer. Cette situation de la balance commerciale et de paiements protégeait le marché interne de biens de consommation et permettait ainsi l'expansion de l'industrie légère, mais plus tard elle entrava la croissance manufacturière, puisqu'elle empêchait l'équipement adéquat des milliers de petits et moyens établissements intensifs en main-d'œuvre et de faible productivité qui proliféraient en Argentine depuis 1933.

Le capital étranger, dans sa grande majorité anglais, cessa d'entrer au pays à partir de 1930, et les intérêts et amortissements de la dette équivalaient à 30% en moyenne de la valeur des exportations courantes. La distribution de ce capital suivit le modèle traditionnel des investissements avant la 2^e Guerre mondiale : la grande majorité se concentrait dans les valeurs publiques de l'État national et des provinces (17% en 1940), dans les chemins de fer (33%), dans les ports et le transport urbain, dans la banque et le commerce et très peu dans l'industrie manufacturière (frigorifiques et moulins) ⁵.

Il faut signaler que la concentration économique était très élevée autant dans l'agriculture que dans l'industrie, concentration qui allait de pair avec une

5. Chambre de députés : *Encuesta sobre el Capital Extranjero*, 1940.

grande dispersion des petites unités de production (oligopole différencié selon Sylos Labini⁶). À la campagne c'était la structure *latifundium-minifundium*, le premier le plus souvent dédié à l'élevage, le deuxième surtout à l'agriculture, produisant des grains et des cultures industrielles. Dans l'industrie, quelques centaines de grandes entreprises, de capital étranger ou d'origine agraire et commerciale, dominaient une masse de petites et moyennes firmes accumulant capital exclusivement sur la base de l'épargne interne du secteur.

Au niveau politique, les grandes masses populaires manquaient d'une organisation représentative. Les partis socialiste et communiste ne mobilisaient qu'un secteur réduit du prolétariat urbain et ils avaient un poids électoral restreint. Le Parti radical, principale force d'opposition, articulait à la fois les intérêts d'une fraction subordonnée des propriétaires fonciers — les éleveurs de bétail — ainsi que ceux de la petite bourgeoisie urbaine et rurale et de la bureaucratie subalterne de l'État. Le Parti conservateur au pouvoir véhiculait les intérêts des grands propriétaires fonciers du littoral, qui contrôlaient l'État depuis l'organisation nationale. Le coup d'État de 1930 et les élections frauduleuses de 1932 et 1938 ont permis la perpétuation au pouvoir central des propriétaires fonciers du littoral, idéologiquement libéraux, libre-échangistes et partisans du commerce avec l'Angleterre qui était le principal marché de viande bovine réfrigérée. Vers 1933, le renouvellement de la crise et la croissance de la manufacture s'opposaient au schéma rigide de la division internationale du travail qui était le noyau de l'idéologie des grands propriétaires fonciers. À partir de cette date, ceux-ci ont favorisé une industrialisation modérée comme le seul moyen de maintenir le niveau d'activité économique interne.

Quant au syndicalisme patronal, seulement les grands entrepreneurs industriels, éleveurs et commerçants possédaient des organisations puissantes et bien structurées : l'Union industrielle Argentine (U.I.A.), la Société rurale Argentine (S.R.A.) et la Bourse de commerce de Buenos Aires (B.C.B.A.). La petite entreprise nationale, éparpillée dans sa grande majorité à l'intérieur du pays, n'avait pas d'organisation économique. Le syndicalisme ouvrier pour sa part comprenait autour de 400 000 travailleurs, distribués en majorité dans les branches d'activité les plus développées : chemins de fer, commerce, construction, métallurgie, industrie textile et frigorifique. D'ailleurs il était profondément divisé en socialistes, anarchistes, communistes et apolitiques, et ceci à tel point qu'en 1943 il y avait en Argentine trois centrales confédérales antagonistes. Sous un État fort et centralisé, complètement contrôlé par les grands propriétaires fonciers, et avec des syndicats faibles et divisés, il est facile de comprendre que les salaires et les conditions de vie des travailleurs étaient très mauvais ; la législation du travail était presque inexistante.

LA FORMATION DE L'ALLIANCE PÉRONISTE DE CLASSES

Le 4 juin 1943 l'armée de terre nationaliste prit le contrôle des États nation-

généraux A. Rawson et P. Ramirez se sont succédés à la présidence pendant l'année, initiant une politique neutraliste qui peu après devint favorable aux Alliés, devant l'évidence de la défaite de l'Axe. Envers les syndicats ouvriers, l'administration militaire débuta avec une politique répressive : une des centrales fut dissoute et les principaux syndicats de l'autre furent mis sous contrôle de l'État. En novembre 1943, le colonel Peron réussit à faire créer le secrétariat de Travail et de Prévision et à se faire élire à ce poste. À partir de ce moment le régime commença une nouvelle politique du travail, de dialogue avec les syndicalistes. En 1944, le général Farrell remplaça le général Ramirez à la présidence et Peron devint d'abord ministre de Guerre et ensuite vice-président (en plus de secrétaire de Travail) ce qui en faisait le principal personnage du régime, et en termes de pouvoir et en tant que « leader » idéologique. Le contact avec les syndicalistes ouvriers fut intensifié et on jeta les bases de la formation d'une centrale unique des travailleurs.

Le processus de mobilisation du prolétariat et de création subséquente d'une base sociale pour le régime péroniste s'étend de 1944 à 1949. Pour faire du prolétariat un allié sûr, le gouvernement pré-péroniste utilisait en même temps une politique dure envers les syndicats d'opposition et une politique d'attraction de cadres syndicaux, spécialement les socialistes et les apolitiques ; parallèlement il créait une vaste législation du travail, il promouvait l'organisation de vastes syndicats par branche d'activité, et enfin, il appuya les syndicats dans la négociation salariale. En 1944 on fonda une nouvelle Confédération générale du travail (C.G.T.) qui ne cessa de croître jusqu'en 1955. Quant à la législation ouvrière implantée, elle comprenait des lois sur indemnisation par congédiement, par maladie ou par accident de travail, retraite et pension obligatoires pour tous les salariés, droits des délégués syndicaux, réglementation du contrat de travail et autres. Mais les deux lois les plus importantes de la période furent celle d'Associations professionnelles (1945) et celle des Conventions collectives de travail (1953). La première attribuait au syndicat ayant le plus grand nombre d'adhérents dans chaque branche, la représentativité de tous les travailleurs du secteur face à l'État et aux employeurs privés, empêchant la création de syndicats concurrents par branche. La deuxième reconnaissait au syndicat accrédité de chaque branche le droit de percevoir des cotisations obligatoires de tous les travailleurs compris dans l'unité de négociation, adhérents ou pas au syndicat. Les deux lois furent les piliers juridiques d'une puissante centrale ouvrière unifiée, ayant à sa disposition une masse financière très importante. Nous verrons dans le point suivant comment la politique salariale de l'État péroniste s'intégrait à la politique économique du régime.

La mobilisation des travailleurs sur le plan politique commença en 1945, avec la création du Parti travailliste par les syndicalistes progouvernementaux ; ce parti appuya immédiatement la candidature de Peron à la présidence de la République. Les élections de 1946 portèrent le Parti travailliste — et Peron — au pouvoir ; la défaite de l'Union démocratique, coalition de conservateurs, radicaux, socialistes et communistes, acheva de ruiner la faible emprise des partis de gauche sur la classe travailleuse. Tout de suite après la prise de pouvoir, Peron ordonna la dissolution des partis qui l'appuyèrent (travailliste et radical dissident)

pour constituer un Parti unique de la révolution nationale, qui deviendrait Parti justicialiste en 1949. L'intégration du travaillisme dans le Parti justicialiste impliquait sur le plan politique la liquidation de toute tentative de constituer une organisation politique sur des bases exclusivement ouvrières : le nouveau parti devenait l'instrument nécessaire à l'alliance de classes en formation.

Si nous considérons maintenant les efforts de l'État péroniste pour intégrer les entrepreneurs nationaux dans la coalition en gestation, on doit d'abord observer l'évolution du syndicalisme patronal de 1946 à 1955. Pendant cette époque l'hostilité entre le péronisme et la grande bourgeoisie, très liée au capital étranger, fut totale. Déjà en 1945 Peron était d'ailleurs conscient du caractère peu représentatif des organisations économiques de la grande bourgeoisie, comme le démontre le discours prononcé cette année à l'École de guerre :

Il est naturel que contre ces réformes — que nous proposons — se soient organisées les « forces vivantes ». En quoi consistent ces forces ? En la Bourse de Commerce, cinq cents qui vivent trafiquant ce que d'autres produisent ; en l'Union Industrielle, douze messieurs qui n'ont jamais été industriels ; et en éleveurs, messieurs qui, comme nous le savons tous, imposent au pays une dictature depuis leur première réunion. (Cité in A. Belloni, *Del Anarquismo al Peronismo*, Buenos Aires, 1961, p. 48-49.)

En 1946 le pouvoir exécutif mit l'U.I.A. sous contrôle gouvernemental et décréta sa dissolution quelques années plus tard. Il restreignit aussi la liberté d'opérations de la Bourse de commerce. Parallèlement l'État poussait la création de centrales confédérales d'entrepreneurs afin de mobiliser la masse de petits et moyens patrons nationaux. En 1949 ceux-ci ont fondé la C.A.P.I.C. (Confédération Argentine de la production, l'industrie et le commerce), d'idéologie nationaliste, avec une majorité de membres à l'intérieur du pays et identifiée politiquement au régime péroniste. En 1953 la C.A.P.I.C. absorba les anciennes organisations du grand patronat, devenant la C.G.E. (Confédération générale économique), contrôlée démocratiquement par la grande masse des capitalistes nationaux, petits et moyens. Avec la C.G.T. et la C.G.E. qui agissent de manière concertée durant la période, l'alliance péroniste a créé son organisation au niveau économique. De 1953 à 1955, sous l'inspiration ou la pression du gouvernement, les contacts entre C.G.E. et C.G.T. se sont multipliés, pour développer l'idéologie de l'harmonie d'intérêts entre les travailleurs salariés et les entrepreneurs nationaux. Le Congrès de la productivité, organisé en 1955, fut la dernière et la plus importante des actions communes des deux entités ; il s'inscrit déjà dans le grand tournant de la politique économique et sociale du péronisme, commencé en 1952-1953.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU PÉRONISME (1945-1955)

idéologie commune aux deux. Nous allons voir maintenant comment la politique économique et sociale du régime peut s'interpréter comme une tentative d'amorcer un développement capitaliste autonome au moyen d'une alliance entre ces deux classes qui ont bénéficié de l'intervention de l'État dans l'économie, en particulier grâce à une intense redistribution de revenus.

A) LE DÉVELOPPEMENT AGRAIRE DANS LA PÉRIODE PÉRONISTE

La production agraire de cette période montre des tendances diverses selon les produits considérés. Toute la production destinée exclusivement au marché intérieur continua à croître au rythme de l'expansion de la demande, un rythme cependant plus lent que celui des années précédentes. La production agricole exportable, en particulier les céréales et le lin, subit une diminution considérable au cours de la période. Après quelques années de bonnes récoltes et de prix élevés dans l'après-guerre, la tendance s'est inversée sur les marchés internationaux. À partir de 1950, la politique d'autoravitaillement agricole des pays européens et la vente des excédents de guerre accumulés des États-Unis, ont déterminé la chute des prix externes des grains.

En ce qui concerne l'élevage, une augmentation modérée du cheptel et de la vente de sous-produits du bétail furent les conséquences d'une augmentation des prix mondiaux.

La structure agraire est restée pratiquement inchangée pendant la période péroniste. La grande exploitation de bétail, sous-exploitant la terre, a continué à prédominer par rapport à la petite unité agricole. Le processus de reconstitution de la grande ferme consacrée à l'élevage, qui avait commencé en 1930, ne fut pas tout à fait freiné par les lois de fermage que l'on appliqua à partir de 1943. Cette année-là le décret 14001 réduisit de 20% le fermage établi dans les contrats et donna le choix au fermier de renouveler son bail aux prix gelés. En 1948 fut adoptée la loi 12246 qui fixait une durée minimale de cinq ans pour les contrats, rétablissait les prix originaux et les bloquait. Ces mesures, prises pour geler les rentes et proroger automatiquement la vigueur des contrats de fermage et de métayage, furent les seules interventions directes importantes du gouvernement péroniste dans les relations agraires de production. En 1952, seulement 40% des exploitations agraires de tout le pays étaient travaillées par leur propriétaire, avec ou sans salariés. Ces exploitations couvraient 38% de la surface totale. Les terres en fermage (à l'exclusion des métayages et d'autres formes d'exploitation) ne représentaient que 16% de la surface totale du pays et 22% des exploitations. Les terres publiques couvraient 24% de la surface et le reste correspondait à différents modes d'occupation. En comparant ces chiffres avec ceux du recensement antérieur de 1937, nous constatons que la proportion d'exploitations en fermage a diminué tandis que la proportion d'exploitations dans les mains des propriétaires a augmenté. Les chiffres ne permettent pas de tirer des conséquences plus précises car les catégories ne correspondent pas : dans le recensement de 1937 les fermiers, métayers et autres ont été classés ensemble ; en 1952, les métayers sont compris dans la catégorie « autres formes d'exploitation ». Une conclusion cependant s'impose d'elle même : la « révolution péroniste » n'a pas

touché à la structure agraire *latifundium-minifundium* qui se maintient inchangée avant et après la décade 1945-1955. La concentration de la propriété foncière est très élevée en 1952 : 49% des exploitations, de moins de 100 hectares, couvrent 5,4% de toute la surface exploitée ; de l'autre côté de l'échelle 2,3% des exploitations occupent 60% de toute la superficie utilisée. (Il s'agit d'exploitations de plus de 2 500 Ha).

En ce qui concerne le poids du secteur agricole par rapport à l'ensemble de l'économie argentine, celui-ci fournissait en 1955, 17,1% du produit intérieur brut au coût des facteurs, comprenait 14,7% du capital total et occupait 26,1% de sa population active.

Quant au rôle du syndicalisme patronal du secteur rural face au gouvernement péroniste, son attitude oscilla entre une acceptation forcée et une opposition directe. En effet, comme nous le verrons plus tard, l'application d'un taux de change très élevé pour le peso désavantageait l'ensemble des producteurs agraires qui recevaient moins de pesos en échange de leurs dollars. La société rurale Argentine fut contrainte de prendre part aux confédérations patronales successives développées par le régime péroniste, mais sa participation y fut assez faible : la Société tâcha plutôt d'éviter sa dissolution légale. La deuxième association de grands propriétaires fonciers en ordre d'importance, la C.A.R.B.A.P. (Confédération d'associations rurales de Buenos Aires et La Pampa), après avoir collaboré pendant la première année, passa à l'opposition ; plus tard, attaquant l'étatisme du régime, l'organisation d'éleveurs se lança dans une activité d'opposition, ce qui provoqua sa fermeture au début de 1955. La Fédération agraire Argentine, association de petits et moyens agriculteurs, propriétaires et locataires, prêta un appui modéré au gouvernement, qui encouragea la création de coopératives de consommation, de production, de commerce et d'exportation. Ces coopératives ne changèrent pas la structure latifundiaire de la propriété de la terre ni la concentration monopolistique du commerce intérieur et d'exportation, mais grâce à elles, une partie des petits cultivateurs de céréales put se libérer de la domination des grandes entreprises composant le trust des grains.

B) LE DÉVELOPPEMENT ET LA POLITIQUE INDUSTRIELLES

Alors que l'agriculture n'a pas souffert de grands changements au cours de la période péroniste, l'industrie au contraire a connu deux modifications fondamentales par rapport à la période précédente : d'une part, l'État s'est transformé en capitaliste industriel ; d'autre part les revenus ont été redistribués de manière à favoriser la moyenne et petite industrie nationale. Examinons maintenant en détail ces deux processus.

Après la fin de la guerre, les entreprises allemandes, considérées propriétés de l'ennemi, furent nationalisées. En même temps, le premier Plan quinquennal établissait la création par l'État d'entreprises industrielles mixtes et nationales qui devaient former, avec les entreprises expropriées, un secteur de capitalisme

ces entreprises, publiques ou mixtes, fonctionnaient sous la tutelle du pouvoir exécutif et sous la surveillance de divers ministères et secrétariats d'État. La loi de 1949, modifiée en 1954 par la loi 14380, regroupa les entreprises en quatre conglomérats :

1. La Direction générale de fabrications militaires (D.G.F.M.) sous la dépendance du secrétariat de Guerre et dont les précédents remontent à 1941. Elle devait investiguer et produire du matériel de guerre avec ses établissements miniers et manufacturiers. Ses usines comprenaient l'élaboration de fonte (100% de la production du pays en 1955) ainsi que la fabrication d'armes, d'explosifs, de produits chimiques d'emploi industriel et de matériel électrique.

2. La Direction nationale de fabrication et de recherches aéronautiques (D.I.N.F.I.A.). Fondée en 1952 à partir d'un organisme existant auparavant, elle concentra la production d'avions et d'automobiles. Elle dépendait du ministère de l'Aéronautique ; en 1953-1954, elle s'associa avec l'entreprise italienne Fiat pour la production de tracteurs et avec la firme nord-américaine Kaiser pour la production d'automobiles.

3. Les Usines navales de l'État (A.F.N.E.). Sous la surveillance du ministère de la Marine, elles s'occupaient de la construction et réparation de la flotte de guerre et produisaient des explosifs pour la marine de guerre.

4. La Direction nationale d'industries de l'État (D.I.N.I.E.). Ce groupe fut créé en 1947 pour s'occuper de la gestion des entreprises allemandes expropriées, qui faisaient partie des branches métallurgique, chimique, électrique, textile et du bâtiment. L'incertitude sur le futur du groupe, sa mauvaise gestion et la politique de simple maintien du niveau de production contribuèrent à la perte de prestige du conglomérat.

SOMISA et ATANOR sont d'importantes firmes créées par l'État en dehors des quatre groupes précités. SOMISA fut créée en 1947 dans le but de conférer à l'État le monopole virtuel de la production d'acier. Il s'agissait d'une entreprise mixte dont 80% des actions appartenaient à l'État. Cette société n'est cependant pas entrée en opérations pendant la période péroniste ; elle ne commencera à produire qu'en 1961. La société mixte ATANOR, créée en 1946, commença ses opérations en 1950. Il s'agissait d'un grand complexe pétro-chimique sous la surveillance de la DGFM. Donc il faut signaler que l'intervention de l'État dans l'industrie manufacturière fut plus déclarative que réelle ; la masse de ressources financières dont elle disposait n'était pas suffisante et son rendement la plaçait parmi les plus inefficentes.

La deuxième innovation de la période péroniste fut l'élaboration d'une politique orientée vers l'expansion industrielle. Pendant la décennie précédente, la crise et la guerre mondiale conditionnèrent des mesures de change et tarifaires qui produisirent l'effet involontaire de promouvoir le processus d'industrialisation ; d'autre part, entre 1933 et 1943, la classe dominante considéra une industrialisation modérée comme un moyen de maintenir le niveau d'emploi et de répondre à la demande interne d'articles manufacturés qui ne pouvait être satisfaite à cause de la forte réduction de la capacité d'importer. Entre 1943 et 1946, s'élabora une

politique qui fut par la suite appliquée pendant les dix années du gouvernement péroniste, politique consistant à la redistribution du crédit en faveur de l'industrie nationale privée, au contrôle de change pour surévaluer le peso, et à l'expansion du marché intérieur à travers l'augmentation de salaires. D'autre part, tout le système bancaire et les nouveaux organismes de contrôle du commerce extérieur, que nous analyserons plus tard, furent mis également au service de cette redistribution des revenus vers l'industrie nationale. Nous allons maintenant examiner les trois premiers instruments de cette politique de substitution d'importations industrielles.

La redistribution du crédit en faveur de l'industrie impliqua la nationalisation de la Banque centrale (1946), la création d'une Banque de crédit industriel (1944) et la nationalisation des dépôts bancaires (1946) ; les détails de cette réforme bancaire sont développés au point suivant. Il est important de souligner ici que pendant la période de 1945 à 1950-1952, le système bancaire transféra des moyens financiers très abondants au secteur industriel national ; à partir de 1952 le revirement de la politique économique péroniste commença à privilégier de nouveau le crédit agricole. Si nous analysons d'autre part la composition du crédit industriel, nous verrons que la plus grande partie des crédits fut accordée aux firmes pour le financement des opérations courantes (matières premières et force de travail) et non pas pour la réalisation d'investissements fixes. Cette constatation permet de déduire le genre d'industries qui s'est développé dans la période péroniste. Tant par l'absence d'une politique de programmation des investissements que par les difficultés d'équipement de l'industrie sur les marchés extérieurs à cause des séquelles de la guerre, la croissance manufacturière de cette décade s'est fondée sur des établissements de faible composition organique du capital, de basse productivité et très souvent de dimensions réduites ; ces entreprises étaient incapables d'entrer en concurrence sur les marchés mondiaux, nécessitaient toujours une protection douanière. L'examen de quelques chiffres des recensements industriels de 1948 et de 1954 est très révélateur à ce sujet : entre ces deux dates le nombre d'établissements manufacturiers passa de 81 937 à 151 828 (une augmentation de 85% environ) tandis que celui du personnel total occupé passa de 1 053 895 à 1 222 476 (une augmentation de moins de 12%) ; le nombre du personnel de direction et des propriétaires s'est cependant doublé entre les deux dates. Les barrières de la technologie et de l'étranglement du commerce extérieur ont été les principaux facteurs qui expliquent l'échec de la politique industrielle péroniste à ce niveau.

Par ailleurs le maintien d'un taux de change élevé permettait aux entrepreneurs nationaux d'obtenir les combustibles, les matières premières, et, quand cela était possible, les biens d'équipement, à bas prix. Les devises employées pour les importations industrielles provenaient des exportateurs, qui changeaient obligatoirement à un taux très bas ; celui-ci fut un autre mécanisme effectif de transfert de revenus des propriétaires agricoles aux industriels.

Finalement l'industrie nationale se développa aussi grâce à l'augmentation

industries s'élargissait avec l'augmentation de la participation des salaires dans le revenu interne brut. Cette participation a atteint un maximum de 46,9% en 1954, chiffre jamais répété et le plus élevé de l'histoire argentine.

Dans l'analyse de la politique industrielle, il faut dédier quelques mots aux deux Plans quinquennaux. Le premier qui fut en vigueur théoriquement entre 1947 et 1951 consistait simplement en un ensemble de projets de lois élevés par le pouvoir exécutif national au Parlement. La plupart d'entre eux ne furent jamais sanctionnés mais l'on appliqua effectivement quelques-unes des mesures d'encouragement industriel qui y sont incluses. Le deuxième Plan, qui devait s'appliquer originellement entre 1951 et 1956 n'entra en vigueur qu'en 1954 ; parmi ses objectifs majeurs se trouvaient le développement de l'industrie lourde et la consolidation d'une structure industrielle autonome comptant sur l'appui de l'État.

Pour étudier les étapes de la politique économique péroniste, il faut considérer séparément la période qui va de 1943 à 1950-1952 et la période finale qui va de cette dernière date à 1955. En effet, les mesures de politique économique de la première étape cherchaient de toute évidence, à industrialiser et à récupérer le patrimoine national, rapatriant les investissements étrangers. Vers 1950-1952 les limitations du modèle de croissance industriel adopté apparurent clairement : la persistance de soldes commerciaux négatifs, l'épuisement des réserves en devises, la diminution de la production agricole, tous ces facteurs contribuèrent à ce que le gouvernement péroniste se retournât vers la campagne et vers le capital étranger pour tâcher de réduire le blocage externe et de pousser le développement de l'industrie lourde que ni l'État ni la petite industrie nationale n'étaient en condition d'entreprendre.

Les caractéristiques principales de l'industrie en 1955 étaient les suivantes : le capital étranger participait avec 11,9% du capital total du secteur ; de l'ensemble des investissements industriels étrangers 42% appartenaient à des firmes américaines, 22% à des firmes anglaises, le reste étant distribué entre les entreprises européennes. 50% du capital étranger total du secteur privé était affecté directement à la production industrielle tandis qu'en 1940 ce chiffre ne s'élevait qu'à 6,4%. L'État fournissait moins de 10% de la valeur de la production industrielle. Ses établissements, ainsi que ceux des firmes étrangères se trouvaient parmi ceux des plus grandes dimensions. Les secteurs privés nationaux étaient très hétérogènes et prédominaient dans les branches de moindre valeur de production. La concentration géographique et économique était très élevée ; en 1945, 1,47% des établissements (2 250 firmes) produisaient plus de 60% de la valeur ajoutée du secteur et occupaient 48% de la main-d'œuvre industrielle. En ce qui concerne la relation de l'industrie avec l'ensemble de l'économie du pays en 1955, la manufacture absorbait 15,3% du capital total, occupait 14% de la population active et fournissait 23,4% de la valeur du P.I.B. au coût des facteurs. D'autre part 30% de la valeur de la production industrielle correspondait aux machines outils. Ces chiffres démontrent que, en 1955, l'importance économique de l'industrie avait dépassé celle de l'agriculture.

Si nous examinons maintenant les organisations économiques des entrepreneurs industriels, nous y trouverons également de profonds changements dont

l'analyse nous permet aussi d'inférer la nature de l'alliance de classes constituée par le mouvement péroniste. En 1946, l'Union industrielle Argentine fut mise sous tutelle et dissoute. Comme nous l'avons vu cet organisme représentait la grande industrie de Buenos Aires et avait participé activement à la campagne électorale en s'opposant à la candidature péroniste. En 1946 également fut créée l'A.A.P.I.C. (Association Argentine de la production, l'industrie et le commerce) qui essaya de rassembler en une seule centrale confédérale le patronat industriel, agricole et commercial. L'histoire officielle de la C.G.E. pro-péroniste décrit ainsi l'organisation de cette confédération :

AAPIC se fonda le 20 mai 1946 dans la Capitale Fédérale. Ses principaux membres étaient la Bourse de Commerce de Buenos Aires, La Société Rurale Argentine et les associations syndicales de l'UIA qui était sous tutelle à l'époque. Les autorités qui la dirigeaient provenaient également de la direction de ces organismes. Elle comptait sur l'adhésion de quelques sociétés de l'intérieur du pays mais peu nombreuses et sans poids décisif. (C.G.E., *Historia*, Buenos Aires, 1970, p. 2).

En 1949, A.A.P.I.C. se transforma en C.E.A. (Confédération économique Argentine). Selon l'historien de la C.G.E., « ses organismes membres et ses dirigeants sont les mêmes ». De toute évidence le grand patronat cherchait à se regrouper pour pouvoir représenter efficacement les intérêts de la grande bourgeoisie, devant l'organisation syndicale massive des petits et moyens capitalistes, organisation promue par l'État péroniste.

Cette organisation prit corps à l'intérieur du pays, lorsqu'un mouvement de petits entrepreneurs créa en 1950, avec l'appui du gouvernement, une nouvelle confédération patronale : la C.A.P.I.C. (Confédération Argentine de la production, de l'industrie et du commerce). La C.E.A. et la C.A.P.I.C. s'opposèrent durant plusieurs années, mais en 1953 elles s'unirent à la requête du gouvernement pour former la Confédération générale économique (C.G.E.). Cet organisme, où les petits et moyens industriels nationaux avaient un rôle dirigeant, fournissait de nombreux conseillers spéciaux au pouvoir exécutif du régime péroniste. Il fut mis sous tutelle et dissous immédiatement après la chute du gouvernement péroniste.

C) LA POLITIQUE BANCAIRE

Depuis les gouvernements nationalistes de 1943-1945 et du régime péroniste, le système bancaire a souffert des changements radicaux : on employa le vaste appareil financier de l'État qui se trouvait jusqu'alors sous le monopole des affaires agraires d'exportation, pour appuyer la politique industrielle et de plein emploi. En 1944, on fonda ainsi la Banque de crédit industriel qui permettait d'orienter la masse des moyens de paiement vers l'industrie nationale, privée et publique pour des opérations à moyen et long termes. En 1946, on nationalisa la Banque centrale, par le décret 11554, ainsi que l'ensemble des dépôts des banques privées qui ne conservèrent alors que la liberté d'opérer sur leur propre capital. Cette même année, on rétablit le contrôle du change qui avait été supprimé en 1941 et c'est

teurs agraires. La Banque créa également un régime de taux préférentiels qui jouait en faveur de l'importation de biens d'équipement et intermédiaires. Pendant toute la période, il y eut une création abondante de moyens de paiement — tant l'émission de papier-monnaie que la création d'argent bancaire — basée sur la séparation des dépôts et des prêts établie à la suite de la nationalisation des dépôts des banques. En même temps, la Banque de la province de Buenos Aires fut nationalisée et les fonctions des banques de prêts les plus importantes furent partagées : la Banque de la Nation se chargea du crédit orienté vers le secteur agricole et commercial, la Banque industrielle vers le secteur manufacturier et la Banque hypothécaire vers le secteur du bâtiment. En 1949, la Banque centrale fut mise sous la tutelle du ministère des Finances et le titulaire du portefeuille fut également depuis lors, président de l'institution bancaire. Dans une première étape, elle participa également à la réglementation du commerce extérieur et se constitua ainsi dans la pratique comme l'organisme le plus important de la programmation économique.

Du point de vue qui nous intéresse, il est nécessaire de souligner la faiblesse de la bourgeoisie financière : en effet, l'État est resté le principal banquier. L'agriculture et le commerce d'importation et d'exportation utilisèrent les banques publiques jusqu'en 1943. L'industrie nationale ne posséda pas de banque jusqu'en 1944. De 1943 à 1955, la bourgeoisie manufacturière nationale utilisa l'appareil de l'État, considérablement renforcé, pour canaliser les ressources financières vers leur secteur.

D) LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE CAPITAL ÉTRANGER DANS LA PÉRIODE PÉRONISTE

La composition des exportations et leur destination par pays ne présentèrent pas de grands changements pendant la période péroniste. Les céréales, les oléagineux, la viande et les sous-produits de l'élevage continuèrent à se vendre aux mêmes pays. Les importations au contraire ont connu quelques transformations. Les États-Unis déplacèrent l'Angleterre comme principal pourvoyeur à la suite de la guerre ; les biens d'équipement et intermédiaires commencèrent à prédominer par rapport aux biens de consommation finale.

Jusqu'en 1949, les prix restèrent élevés et la demande de produits argentins importante ; mais au cours de la deuxième moitié de la gestion péroniste (1950-1955), les prix commencèrent à décliner ainsi que la demande tandis que les États-Unis lançaient sur le marché international des céréales leurs propres excédents d'après-guerre ; une sécheresse circonstancielle provoqua la diminution des excédents exportables ce qui aggrava la crise de la balance commerciale qui commençait déjà à se dessiner. Cette crise du commerce extérieur manifestait le manque de viabilité du projet d'industrialisation basé sur l'exportation de quelques produits agraires.

Si nous examinons maintenant la politique de commercialisation de la gestion péroniste, il faut souligner les efforts réalisés dans le but d'obtenir un excédent des exportations argentines. En 1946, on expropria de façon permanente les élévateurs de grains des ports et depuis lors l'État les donna à ferme aux entreprises d'exportation. Cette année-là, se fonda l'Instituto Argentino para la Promo-

cion del Intercambio — I.A.P.I. — (Institut argentin pour la promotion des échanges), organisme officiel du commerce qui prit à sa charge le monopole de l'achat et la vente de toute la production agricole ; la Banque de la Nation et, en moindre mesure, la Banque industrielle agirent comme ses agents financiers. La Junta Reguladora de Granos et la Junta Nacional de Carnes furent placées sous le contrôle du I.A.P.I. et de la Banque centrale, nationalisée peu de temps avant. Le I.A.P.I. fonctionna comme un nouvel intermédiaire car il ne réussit pas à éliminer le trust des céréales auquel il revendait le grain en lui laissant une marge de bénéfices et en l'obligeant à opérer comme un simple agent commercial. L'excédent obtenu par le I.A.P.I. du commerce d'exportation était destiné au financement de l'équipement industriel. Les devises que les exportateurs devaient remettre à l'État étaient vendus par l'I.A.P.I. aux importateurs de biens industriels d'emploi intermédiaire. Le niveau élevé de la demande et des prix internationaux des grains dans l'après-guerre ont transféré au I.A.P.I. des ressources qui, en ce qui concerne exclusivement ce secteur, s'élevèrent à 3 894 millions de dollars entre 1946 et 1952. À partir de là, les tendances du marché mondial transformèrent les excédents en déficits car les prix payés par le I.A.P.I. étaient supérieurs aux prix de revente. C'est ainsi que se retransféra en secteur rural, entre 1953 et 1955, une masse considérable de revenus.

En ce qui concerne les viandes, le processus fut différent mais arriva aux mêmes résultats. Après quelques années, le I.A.P.I. finit par subventionner les frigorifiques du « pool » par une somme s'élevant à peu près à 7 000 millions de pesos courants (1 000 millions de dollars courants).

La politique du gouvernement péroniste montra des variations et des limitations à propos du capital étranger. Le flux d'investissements étrangers s'arrêta entre 1945 et 1955. La politique de nationalisations réduisit le montant des investissements anglais et français et élimina les allemands. Le transport interne devint tout à fait public : l'État acheta les actions des chemins de fer anglais et français et des lignes urbaines de transport de passagers. Toute l'industrie allemande considérée possession de l'ennemie fut expropriée sans indemnités et ces entreprises formèrent le groupe public DINIE. Les soldes commerciaux positifs importants de l'échange bilatéral avec l'Angleterre, accumulés pendant la guerre et l'après-guerre par suite de la cessation de paiements de ce pays, furent déboursés pour l'achat de 60% des investissements anglais directs et pour le retransfert complet de la dette publique.

Les nationalisations cherchaient en partie à soulager la balance de paiements externes du poids des services financiers qui représentèrent pendant plusieurs décades une somme équivalente à 30% de la valeur des exportations ou à 150% des entrées nettes de capital à long terme. Ces deux chiffres montrent la vulnérabilité externe du pays : quand les exportations diminuaient ou le flux des investissements se réduisait, le service de la dette devenait très lourd, forçant le pays à restreindre le rythme de capitalisation interne et le niveau des importations.

Vers la fin de la période péroniste, le service de la dette publique ne représentait qu'1% de la valeur des exportations. L'objectif principal de la politique

productive et le système des transports. Ainsi, l'État péroniste ne modifia pas le tracé colonial des chemins de fer ; il se limita à les nationaliser sans changer les caractéristiques qui les rendaient instrument de contrôle économique et de déséquilibre régional. Nous avons vu également que l'industrie étrangère étatisée ne connut pas de progrès importants depuis son transfert au secteur public. D'autre part, le revirement de la politique économique de 1952-1955 toucha également l'attitude envers le capital étranger.

En 1953, une nouvelle loi d'investissement des capitaux étrangers permettait aux capitalistes externes de participer au développement industriel du pays (loi 14.222). La loi autorisait le renvoi au pays d'origine d'un maximum de 8% des bénéfices, deux ans après la réalisation de l'investissement. Le seul champ d'application de cette loi était le secteur manufacturier : en effet son caractère trop restrictif n'attira des projets que pour une somme totale de 42,7 millions de dollars. Simultanément, on transforma en entreprises mixtes ou privées quelques entreprises du groupe DINIE.

D'autre part, le rapatriement des investissements étrangers au cours des premières cinq années de gouvernement laissa le pays sans réserves en devises. Entre 1949 et 1955, l'Argentine s'endetta de 600 millions de dollars à titre d'emprunts à court et moyen terme pour financer les importations ; les intérêts correspondant à ces emprunts n'étaient pas inférieurs aux services des investissements rachetés.

En 1955, le capital étranger ne fournissait que 5,9% de tout le capital fixe du pays. Les États-Unis occupaient le premier poste laissant le deuxième à l'Angleterre. Finalement il faut souligner le changement de la structure des investissements étrangers pendant la période péroniste. La plupart se concentrait sur la production de biens : 34,3% dans l'industrie de biens de consommation finale ; 33,8% dans l'industrie de biens d'équipement et 11,9% dans l'agriculture.

Du point de vue des relations de dépendance externe, la période péroniste représente à la fois une étape de relâchement de ces liens et une étape de transition de la domination anglaise à la domination américaine. En effet, l'alliance de classes péroniste, en tant que mouvement orienté par une faible bourgeoisie industrielle nationale et par une armée nationaliste, n'arriva qu'à rompre les formes traditionnelles de dépendance, sans pouvoir éviter le développement des formes nouvelles.

Où se trouvaient donc les limites de la politique d'alliance nationaliste et industrialiste ?

a) Dans l'impossibilité d'étendre le marché intérieur par la simple redistribution du revenu en faveur des salariés sans modifier la structure agraire fondée sur le *latifundium*. Face aux limitations structurelles de la croissance de l'industrie argentine, les augmentations de salaires, si elles n'étaient pas accompagnées d'une augmentation de la production et de la productivité, menaçaient l'existence même des bénéficiaires industriels et provoquaient une spirale inflationniste des prix et des coûts.

b) Dans l'impossibilité que l'État, avec les ressources dont il disposait, ou l'industrie nationale, trop peu concentrée, puisse envisager l'étape de création d'une industrie lourde qui implique des investissements importants et une faible rentabilité durant une longue période.

c) Dans le retard de la structure agraire, incapable d'augmenter ses rendements à un niveau significatif à cause de la prédominance de relations de production basées sur le *latifundium*.

d) Dans la dépendance des marchés capitalistes internationaux où les prix et les conditions de vente étaient imposés par les métropoles.

LE PÉRONISME DANS L'ILLÉGALITÉ (1955-1973)

Le 16 septembre 1955 un coup d'État militaire renversa l'administration péroniste et installa au pouvoir exécutif national, ainsi que dans les États provinciaux, une coalition sociale très hétérogène : la grande bourgeoisie dans son ensemble (propriétaires fonciers, directeurs des grandes compagnies étrangères, grands commerçants) mais aussi toutes les bureaucraties partisans qui avaient été délogées de la scène politique par l'essor du péronisme (conservateurs, radicaux, socialistes). Le gouvernement militaire-civil prit le nom de Révolution libératrice et garda le pouvoir jusqu'à mai 1958.

Entretemps, en octobre 1955 le Parti justicialiste fut déclaré illégal et cette situation persista pendant dix-huit ans. Dans les deux occasions où son action publique fut permise (mars 1962 et juin 1965) sous d'autres noms, sans accès aux moyens de communication de masse et même fragmenté par des dissidences internes et des lois électorales, le parti péroniste sut démontrer sa vitalité politique. Dans les élections où il fut proscrit, les voix blanches (nulles) atteignaient 30 et 40% des suffrages exprimés.

La C.G.T. fut mise sous la tutelle du pouvoir exécutif en novembre 1955 et elle fut restituée aux syndicalistes seulement en 1961. La C.G.E. fut légalement dissoute en décembre 1955 et sa réhabilitation juridique ne fut obtenue qu'en 1958.

Inhabilitée politiquement et prisonnière de sa stratégie électoraliste la masse populaire péroniste fut incapable de récupérer le pouvoir perdu en 1955. Depuis lors, on ne peut pas dire que les éléments fondamentaux du programme économique et social du péronisme aient changé. Les sources, cependant, sont rares ; nous avons peu d'analyses sur la période, faites par des économistes ou sociologues de cette orientation. Une des rares études est celle de l'ex-ministre de Commerce, Dr. Antonio Caffiero⁷ qui défend et justifie les politiques économiques et sociales de l'administration péroniste mais sans proposer de nouveaux plans. Les programmes de la C.G.T. et de la C.G.E. peuvent aussi être considérés comme des expressions de la politique économique et sociale projetée par le péronisme.

qu'il existe une grande distance entre la pratique quotidienne de cette confédération (de rapprochement vis-à-vis les administrations militaires, quelle que soit leur idéologie) et ses positions de principes documentaires, de tendance socialisante. En deuxième lieu, et quant à la C.G.E. parce que l'organisation du patronat nationaliste a dû déclarer sa neutralité politique pour éviter d'être mise sous la tutelle gouvernementale ; malgré cela les thèmes fondamentaux de la politique économique et sociale du péronisme sont repris dans les plates-formes et les déclarations de la confédération patronale. La C.G.T. met l'accent sur la nationalisation de quelques secteurs clés de l'économie contrôlés par des entreprises étrangères, la défense de l'industrie nationale, la politique de plein emploi et de hauts salaires, et on ajoute à cet ensemble d'idées de base la demande de changements dans la structure agraire, en particulier l'élimination des *latifundia*, des *minifundia* et la colonisation des terres de l'État. La C.G.E. réclame la redistribution du crédit bancaire, l'aménagement de la structure régionale argentine pour faire diminuer la prédominance du littoral, la défense de l'entreprise nationale, et le dialogue et cogouvernement du patronat national et des travailleurs dans une tentative de reconstituer l'alliance sur le plan syndical. Cette centrale dénonça à la fois l'intervention croissante, dans l'économie et la politique argentines, des grandes firmes multinationales et demande que leur expansion soit limitée et surveillée par l'État.

On ne peut pas ici analyser en détail l'évolution du péronisme pendant les 18 ans de son exclusion du système politique argentin. On peut cependant émettre quelques hypothèses pour expliquer l'extraordinaire permanence de l'idéologie, des organisations et du mythe péronistes.

Une partie considérable de l'explication doit sans doute faire référence à la nature et aux résultats de la politique économique et sociale mise en application à partir de 1955. Elle consista fondamentalement en une stratégie de stabilisation monétaire et de libéralisation de l'économie. Ses mesures essentielles furent la dévaluation monétaire pour augmenter les exportations et pour équilibrer la balance commerciale, la libération du taux de change avec la même finalité, l'adoption du système multilatéral de paiements, la levée partielle des barrières protectionnistes dont l'industrie nationale a besoin, la réduction des dépenses publiques, et l'augmentation des recettes fiscales pour équilibrer le budget national, la levée des contrôles des prix et des subsides à la consommation, la restriction du crédit pour enrayer l'inflation, la privatisation des entreprises industrielles et commerciales de l'État et des dépôts bancaires pour permettre à l'initiative privée de reprendre ses dûs. Ces mesures de base furent accompagnées de la libération des rentes rurales et des loyers urbains ainsi que de la restriction aux augmentations de salaires.

Les résultats de cette politique furent avant tout le transfert d'une masse considérable de revenus des salariés et petits producteurs vers les grands propriétaires de terre et de capital : la participation des salaires dans le revenu brut interne tomba de 10% en 15 ans ; d'autres résultats obtenus furent la dénationalisation et le déclin de l'industrie privée nationale, l'augmentation du chômage et du sous-emploi dans toutes ses formes. Les résultats attendus ne furent pas atteints : l'inflation ne fut pas arrêtée mais accélérée, le déséquilibre budgétaire s'accrut,

l'endettement externe passa de 600 millions de dollars en 1955 à plus de 5 000 millions en 1972, le taux de change passa de 7 pesos par dollar en 1955 à 1 200 pesos par dollar en 1972. D'autre part les productions agricole et industrielle sont restées stagnantes, à cause des obstacles structurels déjà mentionnés. Le capital étranger n'est pas arrivé au pays pour alimenter l'investissement tel que prévu, et les *take-over* de l'industrie nationale se financèrent avec les profits monopolistiques des firmes géantes étrangères déjà établies.

La politique économique et sociale du péronisme montra ses limitations entre 1950 et 1955, mais celles-ci ne se firent pas évidentes à la grande majorité de la population. La stratégie des grands propriétaires échoua entre 1955 et 1972 et les conséquences de cette politique se sont fait sentir dans presque toutes les couches de la population. Le développement capitaliste autonome cherché par le péronisme ne put être atteint par la redistribution des revenus vers la petite entreprise nationale et les salariés ; le développement capitaliste dépendant ne le fut pas non plus quand les transferts de revenus favorisèrent les grands propriétaires fonciers et les entreprises industrielles étrangères ou nationales associées aux étrangères. L'insuccès de la politique de stabilisation monétaire empêcha les grands entrepreneurs de se créer une base sociale et provoqua à partir de 1969-1970 l'ouverture d'une nouvelle étape de luttes sociales où les alliances traditionnelles (classe ouvrière-entrepreneurs nationaux, propriétaires fonciers, — entreprises étrangères) s'affaiblirent et créèrent les conditions pour une restructuration de la scène politique.

Au delà de cette « condition négative » qu'est l'échec de la politique économique depuis 1955, la persistance de l'idéologie péroniste s'explique aussi par les conditions dans lesquelles le prolétariat fut mobilisé par ce régime. Jusqu'à 1944 les syndicats avaient mis en évidence leur incapacité de défendre les revendications économiques du prolétariat industriel ; les Partis socialiste et communiste ne représentaient qu'une faible proportion de la classe travailleuse. Le péronisme appuya et développa le syndicalisme, créa une très vaste législation de protection du travailleur, et le lança à la scène politique avec une idéologie et un programme, haussant à la fois son niveau de vie.

Quant aux entrepreneurs nationaux eux aussi manquaient d'une organisation corporative et politique représentative. L'essor de l'industrie manufacturière nationale depuis 1933 avait augmenté numériquement cette fraction de la bourgeoisie, mais la possibilité d'un retour à la politique libre-échangiste menaçait son existence même. Dans ces conditions, cette fraction de classe propriétaire était mobilisable par tout mouvement politique que revendiquât la protection à l'industrie nationale comme un objectif central de son programme.

Étant donné ces conditions, la grande bourgeoisie n'a pas pu désarticuler l'alliance de classes péroniste, malgré de nombreuses tentatives dans ce sens. Au contraire, sa politique économique et sociale, dirigée en particulier contre les

LA DÉSINTÉGRATION DE LA RÉVOLUTION ARGENTINE ET LA REPRISE DU POUVOIR PAR LE PÉRONISME (1969-1973)

Le coup d'État militaire de juin 1966 réinstalla au pouvoir les grands entrepreneurs qui dirigent la Société rurale, l'Union industrielle et la Bourse de commerce de Buenos Aires, souvent directeurs de grandes firmes étrangères⁸. Ce gouvernement, la « Révolution Argentine », appliqua la politique orthodoxe de stabilisation monétaire, et cette fois-ci, sans entraves « politiques » puisque toute opposition partisane ou syndicale fut durement réprimée. Encore une fois l'échec de la stratégie économique du bloc au pouvoir fut net, et en même temps les entreprises nationales et les salariés ont vu leurs revenus réduits, le coût de la vie augmenta, le marché interne et le crédit se retrécirent, le chômage augmenta.

Pendant les trois premières années l'étouffement de toutes les activités d'opposition fut réussi, et l'année 1969 s'annonça au début comme une autre année de paix sociale. En mai 1969, toutefois, un incident syndical mineur à Cordoba, deuxième ville du pays, donna lieu à une grève générale des travailleurs de cette ville, à une occupation partielle des usines et des quartiers populaires par les ouvriers. La répression ne fit pas moins de 30 morts parmi les manifestants. Celle-ci fut l'étincelle qui déclencha pendant quatre ans l'étape la plus intense de luttes sociales de l'histoire du pays : grèves sauvages, grèves organisées par les syndicats, formation et développement de plusieurs groupes de guérilla urbaine avec leurs actions d'enlèvements, sabotage, attaques contre des casernes, commissariats de police, assassinats de directeurs d'entreprises étrangères, de politiciens, de militaires, de policiers, de propriétaires fonciers, etc. Ces actions furent déclenchées tant par l'aile gauche du péronisme (trois groupements armés et plusieurs syndicats « combatifs ») que par des organisations marxistes (deux groupes de guérilla, syndicats « révolutionnaires »). Devant la radicalisation générale de la population qui aidait manifestement ces différents groupes, la « Révolution Argentine » finit par céder le pouvoir, après trois changements de président militaire *de facto*, et plusieurs cabinets. En mars 1973 de nouvelles élections, cette fois-ci avec la participation du péronisme, consacrèrent le triomphe du Front justicialiste de libération, dirigé par Peron lui-même, qui recueillit 50% des voix.

Le péronisme se présentait encore une fois comme une vaste alliance de classes, avec ses deux composantes principales : la classe ouvrière organisée (la C.G.T.) et les capitalistes nationaux (la C.G.E.). Dans ce vaste mouvement on distinguait une aile gauche, formée par les groupes de guérilla péroniste, la Jeunesse péroniste (ouvrière et étudiante) et les syndicats péronistes rebelles de l'intérieur, très minoritaires dans la C.G.T. L'aile droite était formée par de nouveaux adhérents venus de la grande bourgeoisie foncière (« Mouvement fédéral », dirigé par quelques familles traditionnelles), d'orientation national-socialiste et avec des bases sociales restreintes dans les grands syndicats ouvriers de la Capitale. Au centre, et formant le corps même du mouvement, la C.G.T. et la C.G.E.

8. À ce sujet, J. Niosi, *Los empresarios y el Estado Argentino*, Siglo XXI, Buenos Aires (sous presse).

Le programme électoral du péronisme reflétait l'hétérogénéité de l'alliance, ainsi que la persistance des thèmes nationalistes sur ceux d'autres courants politiques : défense de l'industrie nationale, du salaire et du niveau d'emploi, étatisation des dépôts bancaires pour redistribuer le crédit vers les aires, les régions et les firmes que le gouvernement considère comme prioritaires, contrôle du commerce extérieur pour déloger les trusts internationaux et d'autres.

Le 25 mai 1973 le troisième gouvernement péroniste assumait officiellement l'administration du pays, contrôlant presque toutes les provinces et le Parlement. Ce jour même, le nouveau président M. Campora annonça devant le Congrès national les « premières mesures de transformation nationale ⁹ ». C'était un ensemble de projets de loi destinés à appliquer concrètement la plate-forme électorale du péronisme ; cet ensemble comprenait notamment : a) réorganisation et centralisation de toutes les entreprises d'État sous un plan unique ; b) nationalisation des dépôts bancaires ; c) rationalisation du secteur financier non bancaire et des banques d'État pour les rendre plus décentralisées sur le plan régional ; d) contrôle par l'État du commerce d'exportation de grains et de viandes ; e) augmentation des impôts à la terre mal utilisée ou peu utilisée ; colonisation des terres de l'État ; f) lois de promotion minière et manufacturière pour assurer l'expansion de la petite et moyenne firme ; g) lois de protection de l'industrie nationale pour empêcher les *take-overs* par les entreprises multinationales ; h) contrôle des investissements directs étrangers.

Quelques jours plus tard, un cabinet composé d'éléments de toutes les tendances était nommé. L'aile gauche était représentée par les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères ; l'appareil du parti fournit beaucoup de fonctionnaires, et en particulier les ministres de Culture et Éducation, du Bien-Être social, de la Défense nationale, etc. ; le secteur économique du cabinet est commandé par le ministre d'Économie et des Finances, M. Gelbard, ex-président de la C.G.E. jusqu'en 1973 et sa figure la plus représentative. Les secrétariats de ce ministère clé sont en bonne partie occupées par des entrepreneurs de la même extraction. Le nouveau ministre de Travail est un dirigeant du syndicat de la métallurgie de Buenos Aires.

Les premières mesures de politique économique et sociale ont mis l'accent autant sur la lutte contre l'inflation que sur la promotion du développement autonome. Cet élément nouveau dans la politique péroniste est interprété comme un « virage à droite » du mouvement ; en effet les mesures antiinflationnistes ont consisté, en juin 1973, à une dernière augmentation de 15% des salaires nominaux pour tous les travailleurs et à un gel subséquent de salaires, ainsi que d'un certain nombre de produits alimentaires. En même temps, toutefois, la hausse prévue du coût de la vie, pour 1973, était de 50% au minimum. Parallèlement les projets de loi du pouvoir exécutif étaient approuvés par le Parlement.

Au mois de juillet, c'était la démission du président et du vice-président, ainsi que celle des deux ministres « de l'aile gauche », l'annonce de nouvelles élections avec la participation de Peron comme candidat direct. et la mise hors

CONCLUSION

Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que le péronisme a changé foncièrement en tant qu'alliance de classes ; ses composantes, son idéologie, ses politiques sont les mêmes qu'il y a 25 ans. Toutefois certaines tendances de changement et de désintégration peuvent être décelées. Ces tendances sont fondées dans l'évolution même de la structure dépendante de l'économie argentine. Ces changements sont les suivants : d'une part la radicalisation de quelques secteurs de sa base ouvrière ainsi que de la jeunesse dans la totalité, qui proposent de plus en plus des politiques socialistes et non pas simplement nationalistes. Au fur et à mesure que le nationalisme s'avère insuffisant, ces tendances de gauche se développeront et peuvent fractionner le mouvement, sinon le transformer entièrement. D'autre part, le péronisme développe une aile conservatrice comme conséquence de l'expansion, à l'intérieur même de l'industrie privée nationale, des firmes associées, subsidiaires ou clientes des entreprises multinationales qui opèrent dans le pays. La C.G.E. est, dans ce sens, de plus en plus composée de, et dirigée par, les industriels nationaux de l'automobile, fournisseurs de parties aux grandes firmes étrangères, et donc nullement intéressés à un conflit ouvert avec celles-ci¹⁰. Aussi une fraction des propriétaires fonciers, avant intégrés monolithiquement dans l'idéologie libérale de la Société rurale, commence à considérer qu'une politique nationaliste d'ouverture vers les marchés socialistes est nécessaire pour compenser la barrière protectionniste des marchés européens à la production agraire argentine. Cette ouverture, indispensable pour contrer l'étranglement externe du pays, suppose le contrôle étatique du commerce d'exportation de grains et de viande (détruisant ainsi l'influence des réseaux des trusts internationaux respectifs) et une marine marchande de l'État pour acheminer les produits vers les nouveaux marchés. Dans ces conditions, une partie des grands propriétaires fonciers, avant farouchement anti-péroniste, deviendra « justicialiste ».

POSTFACE

Avec la mort du général Peron, le 1^{er} juillet 1974, les tendances centrifuges du mouvement justicialiste ne font que s'accélérer. L'équilibre de forces si délicat que le chef du péronisme réussissait à imposer ne tient plus et l'alliance de classes risque fort de se désagréger, au moins dans sa forme actuelle.

Le Pacte social ou l'Acte de compromis national signé un an plus tôt par la C.G.T. et la C.G.E. et qui était le pilier de la nouvelle politique économique du péronisme, était pratiquement liquidé par ses adversaires de gauche et de droite. Le Pacte consistait dans un accord pour un gel de prix et de salaires permettant d'arrêter le processus inflationnaire. Cette mesure de court terme était complétée par un Plan national de reconstruction et développement proposé en décembre 1973 et dont l'objectif (à long terme) était le renforcement des secteurs nationaux

10. Les deux derniers présidents de la C.G.E., MM. Gelbard et Bronner, sont tous deux dirigeants de l'industrie automobile argentine fournisseuse de pièces et de services pour les grandes firmes étrangères d'assemblage.

privé et public de l'économie, en particulier du secteur manufacturier. Mais le Plan et les mesures structurales (qui n'incluaient pas la réforme agraire) n'auraient pu être efficaces qu'après quelques années. À court terme la détérioration de la participation des salariés dans le Revenu national n'était pas compensée par le gel des rémunérations, d'où le mécontentement de nombreux syndicats ouvriers. D'autre part le gel des prix, le maintien d'un taux de change très élevé, la redistribution du crédit vers l'entreprise nationale et l'ouverture des marchés socialistes contraient les intérêts des grands propriétaires fonciers et des compagnies multinationales, qui pratiquaient la rétention des cheptels, la réduction des investissements et l'accumulation des inventaires. De nombreux produits de consommation populaire commençaient à manquer sur les marchés, et l'horizon syndical devenait de plus en plus sombre quand le 12 juin dernier Peron appela la C.G.T. à son appui dans une grande manifestation. Mais la gauche (péroniste et non péroniste) autant que la droite étaient absentes à l'appel.

La scène politique que la nouvelle présidente doit affronter semble extrêmement complexe. La C.G.T. et la C.G.E. se livrent une sourde bataille pour le pouvoir tandis que dans l'avant-scène les groupes de guérilla (péroniste et marxiste) et les organisations parapolicieres s'entretuent. Les acquis d'un an de gouvernement péroniste (la réduction de l'inflation à 12% annuellement, l'augmentation de 40% de la valeur des exportations, la réévaluation du peso, l'augmentation du salaire réel, etc.) sont indéfectiblement compromis. Les prix ont augmenté de 10% de juillet à septembre, la valeur du dollar est passé de 12 à 18 pesos dans le marché monétaire « noir », les grèves se multiplient.

Après 25 ans d'hégémonie sur la scène politique, l'alliance de classe péroniste s'effondre, mais sa désarticulation et son remplacement marquent la fin d'une étape dans l'histoire argentine.

RÉSUMÉ

L'article décrit la formation et l'organisation du mouvement péroniste en tant qu'alliance de classes à partir de 1943. Les moyens pour aboutir à cette alliance ont été la gestation d'une CGT unifiée en 1944, la structuration de la CGE (une centrale patronale dirigée par les capitalistes nationaux) et la mise sur pied d'une politique économique qui favorisait à la fois la classe ouvrière industrielle et les entrepreneurs nationaux. Cette politique de redistribution de revenus ne put être appliquée que dans les conditions favorables de l'immédiat après-guerre. À partir de 1950 elle devint génératrice d'inflation et provoqua l'arrêt des investissements dans l'agriculture et l'élevage, principaux fournisseurs de devises. À compter du coup d'État de septembre 1955, le péronisme fut mis hors la loi et la grande bourgeoisie foncière et étrangère reprit le contrôle de l'État. L'échec de sa politique d'attrait des capitaux privés de l'extérieur et de repression au moyen de gouvernements militaires permit le retour du péronisme. La composition de classe du péronisme en 1973 était la même qu'en 1945 mais la conjoncture interne et mondiale avaient changé. L'article explique finalement les conditions de l'éclatement actuel du mouvement justicialiste.

ABSTRACT

organization directed by national capitalists) and the initiation of an economic policy which favored both the industrial working class and national contractors. This policy of redistributing income could only be applied during the favorable conditions of immediately following the war. After 1950 it became inflationary and provoked a withholding of investments from agriculture and meat producers, the principle sources of money. After the coup of september 1955, peronism was out lawed and the highplaced financial and foreign private capital and to repress the population by means of military governments allowed peronism to return. Peronism's class composition was the same in 1973 and in 1945 ; but the world and domestic situation has changed. Finally the article explains under what conditions the present justicialist movement will fall to pieces.

RESUMEN

El artículo describe la formación y la organización del movimiento peronista como alianza de clases a partir de 1943. Los medios para llegar a esta alianza han sido la gestación de la CGT unificada en 1944, la estructuración de la CGE (una central patronal dirigida por los capitalistas nacionales) y la puesta en marcha de una política económica que favorecía a la vez a la clase obrera industrial y a los empresarios nacionales. Esta política de redistribución de ingresos no pudo ser aplicada sino dentro de las condiciones favorables inmediatas después de la guerra. A partir de 1950 ella se volvió generadora de la inflación y detuvo las inversiones en la agricultura y en la ganadería, principales proveedoras de divisas. Después del golpe de estado de septiembre de 1955, el peronismo fue puesto fuera de la ley y la gran burguesía agrícola y extranjera tomó nuevamente el control del estado. El fracaso de su política de incentivación de los capitales privados extranjeros y de la represión por medio de gobiernos militares, permitió el retorno del peronismo. La composición de clase del peronismo en 1973 era la misma que en 1945 pero la coyuntura interna y mundial habían cambiado. El artículo explica finalmente las condiciones de la explosión actual del movimiento justicialista.